



HONDURAS



D 2145 • Hn3
16-30 avril 1997

MOTS-CLEFS

Néolibéralisme
Ajustement structurel
Pauvreté
Organisation sociale
Opposition
Crise

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

**LE DÉVELOPPEMENT DE LA PAUVRETÉ
ET LE GRAND PROJET DE TRANSFORMATION
NATIONALE**

Le Honduras reste un des pays les plus pauvres d'Amérique latine. Il connaît un des taux d'inflation les plus élevés du sous-continent et un développement considérable du capital spéculatif. Les ouvriers y ont un salaire qui atteint à peine la moitié du salaire des pays voisins et le quart de la population est sous-alimentée. On estime également que 71 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté. A cela viennent s'ajouter des phénomènes de violence et de terrorisme paramilitaire. Un Grand Projet de

renovation nationale est envisagé. Ses promoteurs voient en lui le meilleur moyen d'améliorer la situation socio-économique du pays, d'autres le dénoncent comme un projet destiné à satisfaire avant tout la communauté internationale et les entrepreneurs et non pas les besoins intérieurs de la population. L'article ci-dessous, signé ERIC (Equipe de réflexion, recherche et communication des jésuites du Honduras) est paru dans Envío, janvier-février 1997 (Nicaragua).

En janvier 1997 le gouvernement de Carlos Roberto Reina arrive à sa troisième année de pouvoir, alors que la grande majorité des Honduriens se demande toujours où en est la "révolution morale" annoncée que Reina a promis avec insistance pendant sa campagne électorale. Plus inquiétante est cette autre question : où est le "visage humain" qui allait adoucir les douloureux ajustements économiques mis en oeuvre par le gouvernement pour respecter les exigences des organismes financiers internationaux ?

Tous contre le libéralisme

Depuis les organisations populaires dans les rues jusqu'aux hauts fonction-

naires dans les bureaux du gouvernement, un profond et unanime mécontentement se fait entendre contre le modèle néolibéral qui pèse de tout son poids sur les fragiles structures de l'économie hondurienne.

Le Comité pour la défense du consommateur hondurien organise des manifestations devant le palais présidentiel avec des slogans comme : "Monsieur le président, de faim meurent les gens", "Les Reina au gouvernement, le peuple dans le dénuement", "La révolution morale au pauvre peuple fait du mal". En même temps, il remet au Président une lettre où il dit que la situation économique produit "l'instabilité sociale".

Mais il n'y a pas que le Comité. Quand Guadalupe Jerezan arrive dans les bureaux de l'exécutif après avoir été nommée par le président, elle attaque publiquement le modèle néolibéral. "Nous avons bien vu que ce modèle n'a pas pu tirer la majorité des pays du monde de la pauvreté où ils se trouvent", dit-elle.

Manuel Zelaya, directeur du Fond hondurien d'investissement social, agence clé destinée à amortir les effets sociaux des ajustements économiques, presse le gouvernement de réviser le modèle néolibéral, car il constate que la pauvreté s'accroît chaque jour : "Aujourd'hui, nous pouvons le confirmer avec des données statistiques déjà

SOMMAIRE

- **HONDURAS : Le développement de la pauvreté et le Grand Projet de transformation nationale (1-4)**
- **AMÉRIQUE LATINE : "Les femmes repensent actuellement tout le discours théologique" (7-8)**
- **COLOMBIE : Les enjeux d'un nouveau canal interocéanique (5-6)**
- **ARGENTINE : L'épiscopat ouvre le dialogue (9-10)**

prouvées : à chaque minute de chaque jour, il y a deux nouveaux pauvres en Amérique latine”.

Et le chancelier hondurien déclare devant l'Assemblée générale de l'ONU que la globalisation mondiale menace les petites nations. “Nous mettons en avant notre préoccupation au sujet de l'avenir des nations fragiles et moins développées.”

Il serait fastidieux d'énumérer toutes les déclarations qui ont eu lieu ces derniers mois au Honduras contre les politiques néolibérales du gouvernement. Les plus significatives sont venues du Conseil de coordination des organisations paysannes du Honduras, du Collège hondurien des économistes et de la Confédération unitaire des travailleurs du Honduras. Et aussi du patronat. Un des principaux quotidiens du pays a publié un éditorial intitulé : “Modèle pour la pauvreté”. Et la direction de l'entreprise privée a reconnu la nécessité d'adapter les ajustements à la réalité hondurienne afin éviter une “convulsion sociale”.

“Nous devons, disaient-ils, chercher un équilibre pour que le Honduras maintienne la paix et le développement. Il faut adapter le modèle économique à la situation du pays”. Au cours d'une occupation prolongée de routes dans la vallée de l'Aguan, en octobre, Joan Bendeck, président du Conseil hondurien de l'entreprise privée (COHEP), a déclaré : “Le pays est pratiquement au bord de l'anarchie. Si le gouvernement ne prend pas de mesures immédiates, cette situation peut devenir compliquée pour lui”.

L'économie : un échec

En réalité, le gouvernement de Reina au pouvoir depuis le début de 1994, après avoir promis à la population une politique économique “à visage humain”, a poursuivi - et même accentué - exactement la même ligne d'ajustement qu'avait mise en oeuvre le gouvernement de Rafael Callejas. Malgré les privatisations, les libéralisations, la restriction du crédit, l'anéantissement de la réforme agraire, et la diminution des dépenses sociales du gouvernement, l'économie nationale s'est maintenue dans un état prolongé de dépression.

En 1994, à la suite d'une crise énergétique, l'économie a décliné de 1,5 % en termes réels, alors qu'en 1995 la croissance (3,6 %) dépassait à peine l'accroissement de la population. L'année 1996 a dû faire face à cette même contradiction. Selon le rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement, le produit intérieur brut *per capita* du Honduras est de 597 dollars, après celui du Nicaragua, l'avant-dernier de l'Amérique latine.

Les secteurs commercial et financier manifestent le plus grand dynamisme dans l'économie. L'unique développement est celui du capital très spéculatif, grâce à des taux d'intérêt élevés, à l'achat de dollars et à des incursions dans quelques activités commerciales. Cela génère une concentration toujours plus accentuée des richesses.

Selon la Banque centrale du Honduras, plus de 50 % des crédits accordés par le système financier sont destinés au commerce, ce qui a des conséquences funestes pour toute l'économie, car il n'y a pas d'investissements pour la création de nouvelles entreprises et de nouveaux emplois.

Le rythme inflationniste reste toujours le même. Il se trouve maintenant parmi les plus élevés de l'Amérique latine. En 1996, pour la troisième année consécutive, l'inflation annuelle a atteint un niveau de 25-30 %. Selon les chiffres officiels, l'indice des prix à la consommation a augmenté exactement de 100 % entre décembre 1993 et novembre 1996, calcul officiel qui sûrement sous-estime le niveau réel de l'inflation et ne tient pas compte des augmentations encore plus grandes des aliments de base (maïs et haricot), de l'énergie électrique et du transport. Le déficit de la balance commerciale provoque un dérapage accéléré du taux de change. Au début du gouvernement de Reina, le lempira valait un peu plus de 14 centimes de dollar. En novembre 1996, il avait baissé à moins de 8 centimes. Malgré la dévaluation, les exportations n'ont pas augmenté d'une manière significative, alors que l'importation d'articles de luxe croît sans frein.

À la suite de la dévaluation du lempira, les dépôts en dollars ont augmenté en 1996 de 109 % alors que ceux en mon-

naie nationale ont augmenté à peine de 17 %. En novembre 1996, les dépôts en monnaie étrangère représentaient 31 % de la masse monétaire nationale. En même temps, il existe, selon l'association nationale des industriels, une alarmante fuite de capitaux honduriens vers des banques étrangères.

On mange de moins en moins

Tous les indicateurs qui servent à démontrer la viabilité d'une économie, montrent que la gestion économique du gouvernement de Reina est un échec spectaculaire.

Dans le domaine social, le désastre est encore plus flagrant. La dénutrition affecte 39 % des enfants des écoles primaires et plus du quart du total de la population. La crise des aliments de base qu'il y eut dans la seconde moitié de 1996 aggrave cette situation. Le maïs et le haricot ont triplé leur prix en peu de mois en raison de la faible production, de l'exportation aux pays voisins et de l'accaparement des intermédiaires. Les inondations catastrophiques de novembre 1996 dans le nord du pays ont détruit des milliers d'hectares de culture, aussi bien d'exportation que d'aliments de consommation locale, et pour 1997, il y aura sûrement une pénurie encore plus grande.

Le problème de la production de maïs, haricots et riz n'est pas conjoncturel, il a une longue histoire. De 1981 à 1994, la population hondurienne a augmenté de 50 % alors que la production de maïs augmentait seulement de 3 %, celle de haricots de 7 % et celle de riz de 22 %. La production stagnante de ces aliments de base a provoqué une chute dramatique de leur consommation *per capita*. La consommation annuelle de maïs a diminué de 264 livres par personne en 1981 à 171 en 1994, celle de haricot de 33 livres à 22, celle du riz de 21 livres à 16.

Les données les plus récentes du Programme des Nations unies pour le développement révèlent que 71 % des Honduriens vivent actuellement en-dessous du seuil de pauvreté, et 55 % d'entre eux sont dans l'indigence, leurs revenus ne suffisant même pas à couvrir les exigences nutritionnelles minimales. Le fossé entre les affamés

et les repus s'élargit : les "indigents" augmentent de 3 % par an alors que les "non-pauvres" augmentent seulement de 1,7 %.

Un signe évident de la pauvreté endémique est la déficience de l'habitat : on calcule que 16 % des logements du pays sont construits de manière complètement anarchique et ont un besoin urgent de remise en état, alors que 46 % sont de construction déficiente, manquent d'assainissement et d'équipements élémentaires et qu'on y souffre des problèmes d'entassement.

Salaire minimum de base

Le salaire de base au Honduras est dérisoire. En 1994-95, le salaire minimum pour les journaliers est monté de 12 à 15, et de 15 à 20 lempiras par jour. Mais l'effet combiné de l'inflation et de la dévaluation a pratiquement annulé toute augmentation. Les 70 000 jeunes qui travaillent dans les *maquiladoras*¹ gagnent un salaire de base de 30 lempiras pour une journée de 8 heures (moins de 2,40 dollars par jour).

Curieusement, la préoccupation d'une augmentation du salaire minimum surgit aujourd'hui, non pas dans un mouvement syndical éteint, mais parmi les chefs d'entreprise qui paraissent honteux de ce que les ouvriers honduriens gagnent à peine la moitié de ce que gagnent les ouvriers des pays voisins. La récente augmentation de 25 % du salaire minimum a été annulée par une hausse immédiate et inconsidérée de plusieurs produits. Joan Bendeck du COHEP a traité de "crapules" les chefs d'entreprise qui ont augmenté les prix. Ils mènent, dit-il, le pays à une guerre civile.

Insécurité et risque

La crise économique a eu aussi comme conséquence une décomposition toujours plus visible du tissu social hondurien. L'augmentation de la violence des rues et le terrorisme paramilitaire font toujours plus de victimes.

Pendant les trois années du gouvernement de Reina, il y a eu au Honduras

¹ *Maquiladoras* : il s'agit généralement d'usines de sous-traitance situées en zone franche et jouissant de nombreux avantages fiscaux (NdT).

57 attentats avec des engins explosifs. Au début d'octobre 1996, une bombe de forte puissance a explosé dans les sous-sols du Palais législatif, occasionnant des dommages importants à l'immeuble et à d'autres édifices, la Banque centrale et la Banque Ficensa. Au début de novembre, une grenade à fragmentation a été lancée contre le portail principal du tribunal de la capitale, tuant une personne et en blessant 25 autres. Au début de décembre, une forte charge de plastic a été découverte et désactivée avant d'exploser dans le bâtiment principal du ministère public. Depuis, ces "attentats" ont continué. Les organisations de droits de l'homme insistent sur le fait que ces actes terroristes sont perpétrés par des alliés des militaires pour maintenir un climat de terreur.

Les séquestrations, les hold-up dans les banques, la délinquance et les massacres de familles entières montrent à l'évidence que la valeur de la vie se perd avec la même rapidité que celle de la monnaie nationale. Selon le Comité de défense des droits de l'homme, au cours des trois dernières années, le nombre des assassinats, hold-up et vols a augmenté d'une manière dramatique.

Le Comité affirme que "la qualification "haut risque" pour l'investissement étranger attribuée au Honduras par le *Wall Street Journal* est basée sur les résultats statistiques des indicateurs de violence dans le pays qui, durant cette administration, ont augmenté de façon exagérée".

Selon le critère de l'*Economist Intelligence Unit* de Londres, le risque global du Honduras a empiré cette année, passant de 70 à 75 points sur une échelle de 100 sur laquelle le zéro indique l'absence de risque.

Seulement les puissants

Les raisons principales de cette aggravation sont les divergences entre le Honduras et le FMI sur la privatisation des services publics et sur la restructuration de la dette extérieure, actuellement de 4,3 milliards de dollars et équivalente à 108 % du produit intérieur brut annuel.

Malgré les grands efforts du gouvernement pour satisfaire les organismes

financiers internationaux, le Honduras n'a pas obtenu de leur part les faveurs dont il a besoin d'une manière urgente. La renégociation de la dette d'un milliard de dollars avec les pays du Club de Paris a échoué et ne sera pas reprise avant 1998 avec le prochain gouvernement. Il n'a pas été possible non plus de souscrire un accord avec le FMI, parce que le gouvernement n'a pas augmenté les tarifs de l'électricité en juillet 1996 et que le programme économique qui incluait l'approbation du Code des impôts et les réformes de la Banque centrale n'a pas été respecté.

Selon les indications des organismes financiers internationaux, le gouvernement de Reina a laissé de côté non seulement les paysans et les ouvriers, mais aussi les petites et moyennes entreprises qui se plaignent de ce que les taux d'intérêt de 40 %, les empêchent d'accéder à des crédits.

Le Grand Projet

Au lieu de favoriser des projets qui fortifient l'agriculture et l'élevage et sont créateurs d'emplois, le gouvernement a cautionné avec un enthousiasme excessif le Grand Projet de transformation nationale (GPTN) dont l'exécution demande rien moins que 18 milliards de dollars, obtenus naturellement à l'étranger.

Le promoteur du projet, Miguel Facussé, investisseur et chef d'entreprise bien connu, s'est rendu célèbre en accaparant des milliers d'hectares dans les vallées les plus fertiles du pays, profitant du désespoir des paysans abandonnés par le gouvernement après l'approbation de la Loi de modernisation agricole.

Le GPTN est une proposition à travers laquelle les élites économiques honduriennes recherchent le décollage national dans le contexte de la globalisation, en profitant des avantages comparatifs qu'offre le Honduras.

Facussé a présenté le GPTN au président de la République, au conseil des ministres, au corps diplomatique, aux membres du COHEP et de l'Association nationale des industriels et aux fonctionnaires des organismes financiers internationaux, comme étant l'instrument qui transformera

l'économie hondurienne, résoudra les problèmes nationaux et, dans la nouvelle ère de la globalisation, fera du Honduras une nation compétitive. Selon ses promoteurs, tels sont les objectifs du GPTN :

- Bien-être croissant et progrès permanent pour tous dans un cadre de paix sociale, de démocratie effective, de concertation et de protection durable de l'environnement pour les générations futures. Egalité des chances pour les Honduriens les plus défavorisés.

- Insertion du Honduras dans l'inévitable globalisation économique au moyen de la potentialisation des avantages nationaux et régionaux. Promotion humaine pour dégager davantage de ressources humaines et naturelles du pays.

- Développement des cultures de bananes. Exportation de la culture du palmier africain et industrialisation du bois. Exploration et exploitation des gisements miniers de Yuscarán.

- Concession pour la conception, construction et exploitation des projets touristiques de Tela et Amapala. Concession pour la conception, construction et exploitation d'une autoroute entre Tegucigalpa et la vallée de Comayagua. Concession des terminaux d'aéroports du pays.

En le présentant le GPTN, on en a fait ressortir la nécessité, arguant que, si les conditions de vie des honduriens continuaient à se détériorer, "il y aurait un coup d'État, un *fujimorazo*² ou l'anarchie."

Les promoteurs du GPTN ont déclaré qu'une croissance économique de 4 à 5 % n'était pas suffisante pour résoudre le problème du sous-développement et de la pauvreté au Honduras. Ils ont affirmé qu'on ne pouvait pas attendre 18 ans pour atteindre le niveau de développement de El Salvador ou 27 ans celui du Costa Rica. Le Projet prétend parvenir à une croissance économique annuelle de 12

à 16 %. Selon ses promoteurs, le GPTN créerait 65 000 nouveaux emplois directs par an, et parviendrait à la création d'un total de 325 000 emplois, ce qui bénéficierait à un million et demi d'Honduriens et augmenterait de 4,5 milliards de dollars le PIB national.

"Mendiants sur des lits de richesses"

Le GPTN est conçu pour aller au-delà du gouvernement Reina et avoir une continuité dans les gouvernements futurs. Roger Marin, économiste et coordinateur de la Commission présidentielle du GPTN, conçoit le programme comme "au-dessus des partis". C'est pourquoi, les partis politiques devront s'engager à l'appuyer et à ne pas gêner son déroulement, pour qu'au cours de cette année politique le projet ne rencontre pas d'obstacle.

Marin a été très clair en expliquant ce que prétend faire le Grand Projet. "Les principaux objectifs sont destinés à satisfaire les besoins de la communauté internationale et non ceux du marché intérieur (comme c'est le cas de la route interocéanique et de la "super zone franche" entre Puerto Castilla et le Golfe de Fonseca). Il ne faut pas penser le Grand Projet comme quelque chose destiné au marché intérieur et lié à des besoins comme celui des aliments de base. Ce n'est pas cela. La nouvelle stratégie du développement du pays est de satisfaire les besoins de la communauté internationale."

Miguel Facussé dit du GPTN : "le vrai défi consiste à établir une économie compétitive, dynamique et robuste, qui génère les ressources pour l'évolution d'une société juste, morale et progressiste. Il n'est pas possible que nous soyons un peuple de mendiants sur des lits de richesse."

Le Grand Projet, qui consiste principalement en de nouvelles routes, une raffinerie de pétrole, plusieurs projets hydroélectriques, des facilités portuaires et aéroportuaires et le développement touristique, ne laisse pas d'es-

pace aux entreprises nationales qui ne possèdent même pas les ressources financières nécessaires pour être les associés de troisième classe d'une si gigantesque initiative.

De nouveau, une enclave

Le Grand Projet paraît être orienté vers la conversion du pays en une nouvelle enclave, comme cela le fut dans le passé avec les transnationales fruitières.

Si dans les années 80, les élites politiques, économiques et militaires du pays ont transformé le Honduras en "porte-avions USA" de la région (avec le désir secret de le convertir en un État associé des États-Unis, comme solution pour résoudre les problèmes nationaux), maintenant, les élites économiques cherchent à convertir le Honduras dans le Hong-Kong ou le Singapour du continent.

L'aspect le plus préoccupant du Grand Projet est l'installation de la "super raffinerie" à Puerto Castilla, proche d'une zone touristique et d'aires écologiquement délicates. Les organisations de l'environnement s'opposent au Grand Projet en alléguant que "les avancées en matière d'environnement et de développement durable sont en passe d'être sacrifiées sur l'autel d'un enrichissement économique rapide, élitiste et de courte durée qui, à moyen ou à long terme, laissera le peuple hondurien dans un état bien pire que celui où il se trouve actuellement".

Le projet de Facussé a été critiqué aussi parce qu'il dépend entièrement des emprunts qui augmenteront la dette extérieure et parce qu'il court le risque de se convertir en une autre CONADI : la Corporation nationale d'investissement qui, dans les années 80, gaspilla des centaines de millions de lempiras dans des projets qui ont échoué à cause de la corruption.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

2. Du nom du chef de l'État péruvien, Alberto Fujimori.